

Le néolibéralisme, l'altermondialisme et la question nationale

Danic Parenteau | Numéros publiés en 2013 | Mars-Avril 2013

Alors que cette doctrine économique s'affichait il y a encore quelque temps comme un sujet central dans les débats politiques au Québec, le néolibéralisme connaît aujourd'hui un certain essoufflement. D'une part, force est de reconnaître que les représentants de l'ordre économique n'affichent plus une même confiance quasiment aveugle dans cette doctrine. Il est vrai que la crise financière mondiale qui dure depuis 2008 et plus récemment la crise de l'euro sont venues lui porter un dur coup. Il apparaît aujourd'hui moins évident de mettre de l'avant les bienfaits des médecines néolibérales, lesquelles sont grandement responsables de la crise actuelle... Sur le plan politique, nous n'en sommes plus à l'époque des appels à la libéralisation à tout crin des marchés, à l'inévitable « réingénierie » de l'État ou à la promotion des politiques d'ajustements structurels.

D'autre part, on voit également que le néolibéralisme tient une place plus discrète dans le discours progressiste, alors qu'il était, il n'y a encore pas si longtemps, la cible privilégiée et soutenue d'attaques et de condamnations de toutes sortes ; cette doctrine étant alors décriée comme responsable de toutes les dérives du capitalisme contemporain. La place somme toute effacée occupée par ce thème dans le discours des acteurs du « printemps érable » témoigne à mes yeux d'un tel essoufflement. Il en a certes été question au cours de ce printemps. On se rappelle par exemple que la hausse des droits de scolarité a été décriée par certains militants de la CLASSE comme une mesure « néolibérale » – en toute franchise, une véritable mesure néolibérale aurait été de privatiser le système universitaire québécois et non pas simplement de hausser les droits de scolarité dans le cadre d'un système public... mais heureusement nous n'en sommes pas là. Mais de manière générale, cette question du néolibéralisme n'a pas été centrale dans le discours des associations étudiantes et de leurs sympathisants. Au contraire, « bien commun », « droit à l'éducation », « accessibilité à l'éducation pour tous », tels ont surtout été les principaux idéaux qui se sont plutôt fait entendre chez les étudiants grévistes et leurs sympathisants lors des manifestations du printemps dernier.

Le présent essai se propose de dresser un bilan de l'effet qu'a pu avoir le néolibéralisme sur la question nationale québécoise ces dernières années. Une tentative de bilan qui ne saurait être autrement que provisoire, car même si cette doctrine économique connaît un certain essoufflement, il est néanmoins encore trop tôt pour décréter sa mort. Au demeurant, une doctrine, une idéologie ou un dogme, ça ne meurt en réalité jamais, même s'il est vrai qu'ils peuvent entrer, après des périodes de forte diffusion, dans un long sommeil au gré des époques. Profession de foi d'un idéaliste ici.

La thèse que je souhaite défendre est que le principal effet du néolibéralisme sur la question nationale ces dernières années n'est pas à trouver dans son influence négative directe – même si une telle influence existe bel et bien ; je m'y attarderai brièvement plus loin –, mais, paradoxalement, dans ce qu'il convient de reconnaître comme un effet négatif indirect, c'est-à-dire dans la réaction politiquement organisée au néolibéralisme, à savoir dans l'altermondialisme. Ce sont les réactions au néolibéralisme, sous la forme de cette lutte organisée en altermondialisme, qui se sont avérées les plus dommageables à la question nationale.

Pour le dire simplement et de manière schématique, au jeu de la concurrence des forces politiques au Québec ces dernières années, c'est à gauche, chez les altermondialistes, dont la principale raison d'être politique est la lutte au néolibéralisme, que le camp souverainiste a perdu le plus de « capacités de mobilisation sociale et politique » et non à droite, chez ceux qui se réclament de cette doctrine économique.

Sur le néolibéralisme comme « doctrine économique »

Avant d'aller plus loin, j'aimerais apporter quelques précisions conceptuelles sur ce que j'entends par « néolibéralisme ». Le néolibéralisme n'est pas à strictement parler une « idéologie politique », mais une doctrine économique qui met de l'avant le principe d'une « libéralisation » de tout ce qui pourrait constituer des « entraves » au développement de l'économie capitaliste. « Libre-échange », « libéralisation des marchés » et « libre concurrence » sont ses mots d'ordre.

En soi, cette doctrine repose sur ce que l'on pourrait qualifier de vision « économiciste » du monde, c'est-à-dire une vision par laquelle tout est saisi à l'aide d'une lunette économique ; l'économie étant la mesure de toute chose. Aussi, les mesures prônées par cette doctrine économique concernent-elles en général le domaine de l'économie et des politiques économiques et non pas, à proprement parler, les politiques sociales ou les institutions comme telles, sauf si celles-ci sont perçues comme représentant des « entraves » à la libre circulation du capital. Aussi, en raison du caractère englobant de la vision « économiciste » qu'il défend, le néolibéralisme en est-il venu à nommer ce qui a presque tout d'une idéologie politique.

Pour être plus précis, l'idéologie politique qui se rapporte au néolibéralisme est le « libertarianisme », dont le programme politique peut se résumer à une vision minimaliste de l'État, un laisser-faire total en matière de régulation morale, une conception du monde également « économiciste » et une souscription totale au système de l'économie de marché, au capitalisme.

Pour les besoins de la présente analyse, je gommerai une telle distinction conceptuelle entre cette doctrine économique à tendance idéologique et cette idéologie politique à forte dimension économique pour ne parler, indistinctement, que de « néolibéralisme ».

Les effets directs du néolibéralisme sur la question nationale

Ainsi, à quelle sorte de concurrence idéologique le camp souverainiste a-t-il été confronté ces dernières années avec le néolibéralisme ? Je m'attarderais ici à quatre facteurs explicatifs.

1. Une vision incompatible avec l'État national québécois

Premièrement, le néolibéralisme repose sur une aversion à l'égard de l'État, notamment dans sa forme actuelle, l'État-providence. En effet, conformément à la vision du monde sur laquelle il se fonde, cette doctrine est incapable de voir dans l'État-providence, et les institutions politiques en général, autre chose que des « entraves » au capital, des obstacles au libre marché. Cette aversion, précisons-le, ne va pas jusqu'à se traduire, comme dans le cas de l'anarchisme libertaire, en un appel à l'abolition pure et simple de l'État. Pour le néolibéralisme, l'État devrait être réduit à ses seules fonctions essentielles, c'est-à-dire ses fonctions dites « régaliennes ». Juste ce qu'il faut comme structures étatiques pour que l'économie capitaliste puisse rouler rondement.

Or, cette position « antiétatique » est largement incompatible avec le nationalisme québécois contemporain, lequel manifeste au contraire un préjugé en général assez favorable à l'égard de cette institution, ici, de l'État québécois, et ce même dans sa forme incomplète actuelle, comme simple État fédéré. On trouve en effet une position « étatiste » chez la plupart des nationalistes québécois contemporains – à tout le moins depuis que l'État provincial québécois s'est transformé en un État-providence dans les années 1960 –, aussi bien chez ceux qui logent plus à gauche – l'État-providence étant alors perçu chez eux comme garant d'une saine social-démocratie –, que ceux qui logent plus à droite sur le clivage politique – l'État-providence s'offrant aux yeux de ces derniers comme le garant de l'identité de la nation ou comme le principal levier d'un programme économique nationaliste.

Cette attitude positive à l'égard de l'État tient au fait que l'État québécois continuera toujours d'être perçu par les nationalistes comme un puissant outil aux mains de la nation québécoise. Il représente un instrument capital pour l'existence politique et la survie de notre nation. Dans le rapport de force qui est celui du Québec avec le reste du Canada, et de manière plus large avec le reste de l'Amérique anglo-saxonne ou contre les puissances économiques mondialisées, l'État québécois constitue un instrument indispensable pour la sauvegarde et l'épanouissement de notre nation « minoritaire » sur le continent nord-américain. Les Québécois nationalistes savent très bien que sans l'État du Québec, sans cet État interventionniste, capable, par exemple de légiférer en matière de langue, d'éducation ou d'immigration, le sort des Québécois pourrait davantage ressembler à celui moins enviable des Franco-Canadiens, des Acadiens ou des Louisianais...

2. Une vision « économiciste » du monde aveugle à la question nationale

Deuxièmement, le néolibéralisme souscrit à une vision « économiciste » du monde qui est difficilement conciliable avec la vision qui sous-tend la question nationale. Pour le néolibéralisme, l'économie est la mesure de toute chose, y compris, dans le domaine politique. Ainsi, les grandes questions politiques, au premier plan, la question nationale, préoccupent généralement très peu les tenants de cette doctrine. Car cette question entre difficilement dans les paramètres de sa vision « économiciste » du monde. Pour le néolibéralisme, il se trouvera toujours des questions plus « urgentes » à s'occuper ; de « vraies affaires » auxquelles s'attaquer avant que cette question mérite une attention particulière.

C'est que les tenants de cette doctrine ont tendance à réduire le politique à une simple question de bonne gestion économique. Mais administrer une communauté ne sera jamais la même chose que « gouverner ». Administrer n'est pas inculquer une « direction » à une société, à un peuple, mais toujours simplement gérer, soit veiller à la bonne conduite des affaires de l'État dans la continuité, sans remise en cause de l'orientation générale de celui-ci.

Or, le nationalisme est toujours par définition un discours non pas sur la bonne « gouvernance » de l'État ou de la nation – même s'il est vrai que certains souverainistes ont pu être tentés ces dernières années de reformuler leur discours autour d'une telle approche, sans grands succès d'ailleurs –, mais sur sa direction générale, sur une vision du destin qui attend cette nation. Nous sommes dans un tout autre registre qui est celui de la « grande politique ». Et à force d'être martelé, ce discours sur la gouvernance ou sur les « vraies affaires » a certainement eu pour effet de disqualifier le discours nationaliste québécois. Tant et aussi longtemps que les débats politiques au Québec vont continuer à se maintenir à ce niveau de discussion, tant qu'ils continueront de porter sur de simples questions d'intendance, il est normal que le projet de souveraineté apparaisse « déconnecté » des « vraies affaires ».

3. Une conception de l'action politique insensible à tout projet national

Troisièmement, dans le même ordre d'idées, le néolibéralisme met de l'avant une vision du monde fondée sur une valorisation de l'agir individuel au détriment de l'agir collectif ; une vision qui est évidemment largement incompatible avec la vision nationaliste, qui privilégie ce dernier type d'agir. Au nom de sa vision « économiciste », le néolibéralisme estime que les individus, laissés à eux-mêmes, soumis aux moins d'entraves possibles, sont par nature plus à même d'agir efficacement sur le plan économique qu'un organisme centralisé et une action collective planifiée, aussi bien intentionné soit cet organisme, aussi bien réfléchi soit cette action.

Tout discours nationaliste interpelle toujours une forme d'agir collectif, qui es celui de la prise en charge d'une nation par elle-même au nom de ses intérêts collectifs. Les réponses apportées par tout mouvement nationaliste à la question nationale sont toujours par définition des décisions touchant l'orientation générale de la nation. L'un des principaux effets négatifs du discours néolibéral sur la question nationale est bien sûr d'avoir contribué à disqualifier l'idée même de « grands projets », lesquels sont toujours de grandes réalisations collectives. Non pas que le projet de faire du Québec un pays – la solution proposée par le camp souverainiste pour régler la question nationale – soit foncièrement incompatible avec le néolibéralisme – même si elle est certes difficilement conciliable –, mais que cette doctrine est sourde à l'idée même d'un tel grand projet, précisément dans la mesure où derrière ce projet se cache un projet collectif, l'expression d'un agir collectif.

Cette pensée du tout économique a pour effet de se traduire par une sorte de disqualification du politique, dans la mesure où elle tend à dénaturer ses finalités. Ce qui a pour effet de contribuer au désenchantement général des citoyens à l'égard de la chose publique en général. Et dans un tel contexte de cynisme ambiant, où le lien de confiance qui existe entre les citoyens et la classe politique ou même les institutions politiques en général est brisé, on ne peut s'étonner qu'un projet politique de la nature de celui proposé par le camp souverainiste ne recueille pas les appuis espérés... Le projet souverainiste consiste ni plus ni moins qu'à « démanteler » un pays du G8 pour fonder ici en ce coin d'Amérique du Nord un autre État ; ce dont certains souverainistes ne semblent pas toujours capables de prendre la mesure. Pour espérer possible un tel projet, encore faut-il que la population puisse avoir confiance dans les capacités des institutions politiques et de leurs représentants, les hommes et femmes d'État, de réaliser un projet d'une telle ampleur. Cela tient à une condition élémentaire.

4. Une vision « libre-échangiste » du monde en porte-à-faux avec une vision nationaliste

Quatrièmement, le néolibéralisme souscrit à une vision « libre-échangiste » du monde, laquelle est en porte-à-faux avec la vision nationaliste qui place la nation au cœur de ses préoccupations. La vision néolibérale repose en effet sur une conception « atomistique » de la société, c'est-à-dire une conception libérale individualiste où la société offre le portait d'un agrégat d'agents économiques rationnels, d'individus autonomes. De cette conception de la société découle une conception du monde que l'on pourrait qualifier de « libre-échangiste », laquelle se distingue à mes yeux de celle dite « cosmopolite », à la manière de la vision défendue par les militants altermondialistes par exemple, même si ces deux visions présentent de nombreuses similitudes ; j'y reviendrai plus loin.

Le néolibéralisme adhère à une vision « libre-échangiste », laquelle en appelle à l'abolition des frontières au nom du principe qu'elles constituent des « entraves » à la libre circulation des capitaux, des ressources, mais surtout de la main-d'œuvre, c'est-à-dire des individus autonomes dans le grand marché mondialisé. Cette vision est bien sûr aux antipodes du nationalisme qui place au centre de sa vision du monde un sujet collectif, la nation, qui sans lui prêter une individualité propre – on serait tenté de dire une « ontologie » propre, une catégorie aujourd'hui bannie des sciences sociales ou de la philosophie – à la manière de ce que l'on trouve chez l'individu dans les sociétés libérales, reconnaît tout de même à la nation un statut distinct. La nation sera toujours plus qu'un simple amalgame arbitraire d'individus, plus qu'un simple agrégat de personnes autonomes résultant d'une libre adhésion volontaire. La nation est un sujet collectif qui jouit en quelque sorte d'une existence propre.

Ces quatre éléments propres au néolibéralisme – je résume : une position « antiétatique », une vision « économiciste » du monde, une valorisation de l'« agir individuel » au détriment de l'agir collectif et une vision « libre-échangiste » du monde – et le discours qui les a portés n'ont pas été sans avoir d'effets ces dernières années sur la question nationale. Mais ces effets ont été selon moi moindres que ceux résultant de l'action politique altermondialiste.

Le mouvement altermondialiste et la question nationale québécoise

Mais avant d'aller plus loin, il convient de clarifier ce que j'entends par « mouvement altermondialiste ». Ce dernier se caractérise par une extrême diversité, puisque se côtoient en effet au sein de cette « galaxie » politique les idéaux progressistes, libertaires, anticapitalistes, féministes, écologistes, collectivistes, communistes, tiers-mondistes, « citoyenistes », etc. Par delà cette diversité, on peut néanmoins voir que le principal dénominateur commun de ceux qui se réclament de ce mouvement est cette critique du néolibéralisme. Ce mouvement n'a jamais été contre la « mondialisation », d'où la correction sémantique apportée tôt par ceux qui s'en réclament pour décrire leur mouvement – on se rappelle qu'au début on parlait de mouvement « antimondialisation », par exemple en 1999 lors des manifestations à Seattle contre le sommet de l'OMC qui s'y tenait. Le mouvement altermondialiste est un mouvement organisé contre la mondialisation dans sa forme actuelle dite « néolibérale » (ou simplement « libérale »). Les militants de ce mouvement souscrivent à l'idée qu'une

autre – qu'une « alter » – mondialisation est possible. La lutte au néolibéralisme a toujours constitué depuis l'apparition de cette nouvelle forme de contestation politique, le premier élément rassembleur de ceux s'en réclamant. En simplifiant et en caricaturant un peu, on peut dire que pour faire partie de l'altermondialisme, il suffit de « détester » le néolibéralisme...

Ce lien intime entre néolibéralisme et altermondialisme est si déterminant que selon moi, le destin de ce mouvement politique est intimement lié à celui de cette doctrine ; l'essoufflement actuel du néolibéralisme permet à mes yeux également d'expliquer celui peut-être moins visible, mais tout aussi réel, de l'altermondialisme. Si j'ai pu dire en introduction qu'une doctrine ou une idéologie ne meure jamais, il en est tout autre d'un mouvement politique qui lui peut bien un jour s'éteindre complètement, même si les idées qui l'ont portée elles sont pérennes.

Je me permets ici d'ouvrir une parenthèse. Là se trouve selon moi toute la difficulté dans laquelle se trouve actuellement Québec solidaire qui précisément est apparu dans ce contexte d'émergence de l'altermondialisme au Québec. On se rappelle que ce parti est né de la volonté de traduire politiquement cette nouvelle forme de contestation politique. Le parti d'Amir Khadir et de Françoise David s'est dès le début présenté en quelque sorte comme la branche politique du mouvement altermondialiste. Il y avait bien entendu au départ plus que cela dans ce parti, dans la mesure où cette formation trouvait également appui sur des traditions politiques bien antérieures à cette nouvelle forme de contestation. Pareillement, l'altermondialisme québécois ne saurait se réduire à Québec solidaire, puisqu'il existe également à l'extérieur de ce parti. Mais la filiation entre l'altermondialisme et ce parti est assez nette.

Or, l'essoufflement actuel de l'altermondialisme, lié à celui du néolibéralisme, ne sera pas sans conséquence sur l'avenir de cette formation politique qui peine à devenir la force politique qu'elle souhaitait être à sa fondation, et ce, malgré sept années d'existence. Les événements du « Printemps érable » auraient pu, ou du, se traduire, il était permis de le croire, en gains électoraux importants pour ce parti politique le 4 septembre dernier. Or, ce parti ne récolta qu'à peine un peu plus de 6 % des votes, alors qu'il avait récolté 3,9 % à l'élection de 2008. En comparaison, lors de son premier test électoral deux années après sa fondation, le Parti québécois avait récolté 23,06 % des votes et trois ans plus tard, 30,22 %. Ceux qui espéraient une vague orange au Québec l'an dernier, après celle de 2011 à Ottawa, sont probablement très déçus... Je pense que l'avenir de Québec solidaire comme force politique autonome est incertain. Pour continuer d'exister – et je pense qu'une bonne partie des forces politiques que ce parti incarne conservent toute leur pertinence sur la scène politique québécoise –, Québec solidaire n'aura peut-être d'autres choix que de se résoudre à faire converger ses forces vers une coalition plus large. Je reviendrai sur cette question en conclusion.

Quels ont été les effets de l'altermondialisme sur la question nationale ?

À mes yeux, dans le jeu concurrent des idéologies politiques et des forces politiques, l'altermondialisme, comme discours et comme mouvement politique, a réussi ces dernières années à rallier de nombreux militants, chez qui on aurait pu normalement s'attendre à trouver des partisans du projet souverainiste, mais dont l'engagement politique passe désormais plutôt par d'autres causes, que ce soit la cause écologiste, le combat féministe, l'engagement citoyen, la démocratie participative, etc., des causes qui se rattachent toutes à cette mouvance altermondialiste. Si je dis, « chez qui on aurait pu normalement s'attendre à », c'est que depuis l'émergence du souverainisme dans les années 1960, la gauche modérée a toujours été l'une des « principales colonnes » de cette option politique, alors qu'une bonne partie de la gauche plus radicale, notamment communiste ou anarchiste libertaire, s'est toujours refusé à embrasser ce projet « bourgeois ». Entendons-nous : le souverainisme n'est pas et n'a jamais été exclusivement un projet progressiste – la question nationale n'est ni de gauche ni de droite, car elle transcende précisément toute variante progressiste ou conservatrice. Aussi trouve-t-on au sein du mouvement souverainiste, et ce, depuis ses tout débuts, de nombreux « conservateurs nationalistes », pensons par exemple aux militants du Ralliement national (RN) qui ont rejoint René Lévesque pour fonder le Parti québécois en 1968, et même certains conservateurs économiques, pensons aux militants de l'Action démocratique du Québec (ADQ) qui ont joint la grande alliance souverainiste le 12 juin 1995. Mais l'appui à ce projet par les progressistes modérés a toujours été important, non pas en raison d'un quelconque soubassement idéologique nécessaire à sa manifestation politique, mais en raison de la mobilisation sociale et politique que les militants progressistes sont capables d'engendrer. Car force est d'admettre que dans toute société, les mouvements progressistes constituent toujours de formidables forces de mobilisations sociale et politique. Des forces de mobilisations incontestablement plus importantes que les forces conservatrices, lesquelles, en revanche, savent en général mieux résister aux modes idéologiques... Forces de mobilisation sociale et politique dont a pu bénéficier précisément le camp souverainiste à ses débuts, et ce, jusqu'au dernier référendum de 1995, mais qu'il a en partie perdues depuis la montée en puissance de l'altermondialisme. Or, compte tenu de la nature du projet politique souverainiste, lequel implique un changement en profondeur de l'ordre politique et constitutionnel canadien, cette capacité de mobilisation sociale et politique est essentielle, nécessaire même. En toute honnêteté, il est difficile d'imaginer que ce projet de pays puisse réussir sans l'appui de cette gauche modérée. Et c'est en privant le mouvement souverainiste d'une bonne partie de cette capacité de mobilisation sociale que l'altermondialisme a pu lui nuire ces dernières années.

Le projet souverainiste a depuis le début été largement porté par les progressistes modérés, qui lui ont fourni une bonne partie de sa force de mobilisation sociale et politique. Ce n'est pas que les militants se réclamant de l'altermondialisme aient complètement abandonné l'option de la souveraineté – pensons à Québec solidaire par exemple qui est effectivement un parti souverainiste –, mais l'importance de ce projet dans l'action politique de nombreux militants altermondialistes s'affiche de manière plus discrète. Chez les uns, plutôt que d'être conçu l'élément central auquel toutes les autres questions puissent se rapporter, cet objectif politique apparaît simplement comme une dimension d'un projet politique plus large. Alors que chez

d'autres, le projet de souveraineté du Québec est saisi sous un angle essentiellement « instrumental » : la souveraineté étant alors perçue comme un simple instrument en vue d'ériger ici une société plus verte, plus solidaire, plus féministe, etc. Force est de reconnaître que le projet de souveraineté ne constitue manifestement pas un enjeu grandement mobilisateur chez les altermondialistes. Dire cela n'est pas affirmer que les altermondialistes sont « fédéralistes » ou « antisouverainistes », mais que la question de la souveraineté ne représente pas chez eux un enjeu prioritaire dans leur action politique.

Pour bien saisir cela, il convient maintenant de voir, dans le discours altermondialiste, ce qui a pu conduire ces militants à s'éloigner du projet souverainiste. Je m'attarderai ici à deux éléments.

1. Une vision « cosmopolitique » du monde incompatible avec la vision nationaliste

Premièrement, l'altermondialisme endosse une vision « cosmopolitique » du monde, laquelle est largement incompatible avec la perspective nationaliste québécoise. Le cosmopolitisme dont il est ici question renvoie à une forme d'adhésion au « monde » dans son ensemble comme unité de sens, comme objet d'identification et sujet d'attachement et d'identification chez les altermondialistes. Le « monde » est désormais vécu comme un « village planétaire », en ce qu'il représente pour ces militants une unité symbolique unifiée, à laquelle ils se sentent appartenir. Les altermondialistes aiment en général à concevoir le monde comme leur foyer, leur patrie.

Cette adhésion à une vision cosmopolitique du monde invite une remarque. L'une des grandes innovations idéologiques du mouvement altermondialiste a été son abandon de l'idée de « classe sociale », catégorie conceptuelle et politique centrale de tout mouvement de gauche depuis le communisme scientifique de Karl Marx. L'altermondialisme est né d'un désir explicite d'aller au-delà de cette division binaire du monde entre « classe bourgeoise » et « classe prolétarienne », laquelle ne refléterait plus adéquatement la division du travail ici en Occident, ni encore moins, celle qui structure l'ordre international. Pour être plus juste, on doit souligner que cette catégorie de « classe sociale » n'est pas encore totalement morte et enterrée à gauche. On a pu en effet voir au printemps dernier le mouvement Occupons Montréal (et avant, Occupy Wall Street) réactualiser cette vieille idée, sous cette formule accrocheuse et politiquement efficace du « 99 % opposé au 1 % ». Mais cette formule est néanmoins surtout restée au niveau du simple slogan dans le discours altermondialiste.

J'ajouterai que cette vision cosmopolitique s'ancre dans une conception « atomistique » de la société ; une vision selon laquelle la société n'est rien d'autre qu'un agrégat d'individus, à savoir un ensemble de citoyens mondialisés. Cette adhésion à une telle conception de la société constitue assurément, paradoxalement, l'une des affinités que partage l'altermondialisme avec le néolibéralisme, même si cette vision se décline de manière différente dans le discours de l'un et de l'autre. Avec le néolibéralisme, comme je l'ai souligné plus haut, une telle conception de la société se traduit par une vision « libre-échangiste » du monde laquelle, sous un mode essentiellement négatif, exprime une volonté d'abolir toutes les frontières. Celles-ci étant perçues comme des entraves à la libre circulation des individus, c'est-à-dire ici, des agents économiques à l'intérieur du grand marché mondial de l'emploi – ou des marchandises et des capitaux sur le grand marché mondial. Avec l'altermondialisme, cette conception atomistique de la société se décline plutôt quant à elle sur un mode positif, qui est celui d'un sentiment d'appartenance des individus, des citoyens, à l'égard du monde dans son ensemble – du « κόσμος », dans le sens grec du terme –, par delà les sentiments qu'ils peuvent continuer de maintenir vis-à-vis de leur communauté locale. Le monde est devenu, sur le mode de la célébration, ce « village planétaire ».

Une telle vision cosmopolitique du monde est évidemment difficilement conciliable avec le nationalisme qui reconnaît à la nation une place centrale dans sa représentation du monde. Qu'un mouvement de gauche n'adopte pas la catégorie sociale de « nation » ou qu'il s'en montre critique, cela n'est rien de nouveau au vu de l'histoire de cette grande famille politique. Au sein de la gauche classique, on trouve bien, notamment chez de nombreux marxistes, une conception très critique de l'idée de nation et du nationalisme par extension – le nationalisme étant perçu chez eux comme une idéologie essentiellement bourgeoise et par suite dangereuse. Or, cette attitude critique à l'égard de la nation a cédé le pas chez les altermondialistes à une réaction qui tient plus de l'incompréhension, de l'indifférence, voire du mépris. L'altermondialisme n'est pas foncièrement antinationaliste. Ce n'est plus tellement que cette idée est jugée dangereuse, puisque bourgeoise, mais bien plutôt que cette idée est en vérité dépassée. À l'ère de la mondialisation, de l'ouverture au monde, de la célébration de l'avènement d'un village planétaire mondialisé, les nations sont devenues des communautés trop petites, des vestiges d'une époque révolue. Le monde est le nouvel horizon de sens pour l'ensemble des individus qui habitent la planète et dans ce nouvel horizon, les nations sont devenues obsolètes.

2. Une vision désincarnée de l'État irréconciliable avec le projet politique souverainiste

Deuxièmement, l'altermondialisme souscrit à une vision désincarnée de l'État. Parmi les grands combats politiques menés par l'altermondialisme, on trouve certes celui de la défense de l'État – on exclut ici la frange plus libertaire, minoritaire au sein de ce mouvement, qui s'est toujours refusée à cette lutte. Le mouvement altermondialiste défend en général en effet l'État-providence contre les forces néolibérales qui appellent à une réduction drastique de sa taille. Cela prend la forme d'une lutte pour la préservation des acquis sociaux et d'une revalorisation de l'État et des services publics. Fidèles à l'idéal progressiste qui les anime, les altermondialistes conçoivent l'État-providence comme un progrès dans l'histoire de l'humanité, lequel il convient de préserver.

Par ailleurs, il paraîtrait certainement très curieux pour un militant de la lère Internationale s'il était ramené à la vie aujourd'hui de voir des mouvements politiques se réclamant de la gauche en appeler à la préservation de l'État quelque soit sa forme. On se rappelle que pour une bonne partie de la gauche, l'abolition de cette institution a toujours historiquement constitué un objectif politique capital. Pour ces premiers militants communistes et socialistes, l'État était appelé à disparaître après la révolution et l'instauration de la société idéale. C'est bien en effet une telle idée que défendait par exemple Friedrich Engels dans son fameux pamphlet de 1884, *L'origine de la famille, de la propriété et de l'État* lorsqu'il décrit la société communiste à venir en ces termes : « La société, qui réorganisera la production sur la base d'une association libre et égalitaire des producteurs, reléguera toute la machine de l'État là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze. »

Mais cette défense de l'État s'accompagne dans l'altermondialisme d'une vision désincarnée de l'État, autrement dit d'une vision d'un État qui n'a plus rien de son substrat « national ». L'altermondialisme souhaite préserver l'État-providence, mais démontre en général une indifférence assez grande à l'égard de l'État-nation, c'est-à-dire du caractère « national » de l'État. État-providence et État-nation sont bien sûr intimement liés, en ce qu'ils peuvent être considérés comme deux facettes indissociables d'une même institution. Il n'en demeure pas moins que cette différence n'est pas accessoire lorsqu'il s'agit de donner un sens aux actions en vue de sauvegarder les institutions étatiques actuellement menacées. Si une grande partie des luttes altermondialistes continuent d'être menées sur le terrain national, sous la forme d'une participation à des actions sur les scènes politiques traditionnelles – ici au Québec, en France, aux États-Unis, etc. –, cela n'est que par simple commodité, c'est-à-dire en raison d'une simple exigence liée à la composition actuelle du champ de bataille politique et non en raison d'un quelconque attachement à l'égard de celle-ci. Pour protéger l'État-providence ici au Québec, il faut une lutte politique organisée ici au Québec. Mais, ne nous trompons pas ; le véritable champ de bataille de l'altermondialisme est la scène mondiale. Car c'est là que les véritables enjeux qui méritent une mobilisation sociale trouvent leur expression selon l'altermondialisme. C'est que, pour ce mouvement, l'État national est désormais un cadre trop restreint, trop petit pour s'attaquer aux problèmes « globaux » auquel nous sommes désormais confrontés à notre époque ; pensons ici à la crise environnementale, aux problèmes de la répartition de la richesse entre les peuples, à la crise de la démocratie, etc. Si l'État national doit être dépassé, c'est qu'il n'est plus adéquat pour faire face aux problèmes qui nous guettent aujourd'hui.

Au Québec, cet appel à la sauvegarde de l'État, paradoxalement, s'accompagne également d'un oubli majeur chez la plupart des altermondialistes, lequel n'est pas sans conséquence sur leur désintérêt à l'égard de la question nationale. Si de nombreux militants altermondialistes au Québec ont pu se détourner du projet de souveraineté du Québec, cela tient en bonne partie au fait qu'ils l'ont perdu de vue. Ce dont témoigne à mes yeux le fait qu'ils sont nombreux parmi ceux qui se sentent interpellés par l'altermondialisme à penser et à agir politiquement comme si le Québec était déjà un État souverain. Ils sont victimes de cette illusion qui les empêche de voir les limites du cadre étatique ou national dans lequel s'inscrivent leurs actions militantes, ils agissent politiquement comme si le Québec était déjà un État en bonne et due forme, comme s'il possédait déjà tous les moyens dont disposent les États souverains en vue de faire face à certains des problèmes « globaux » les plus criants. Ils sont incapables de voir comment le statut provincial du Québec représente un obstacle de taille sur le chemin des nombreuses causes qu'ils défendent, puisqu'ils ne voient pas ce statut, en s'adressant directement au monde. Car pendant qu'ils se mobilisent pour ces causes, n'oublions pas qu'il y a à Ottawa un gouvernement, au service des intérêts nationaux légitimes d'un peuple, en pleine possession des moyens qui sont ceux d'un véritable État – un État membre du G8 au surplus –, qui continue d'exercer son plein pouvoir souverain sur plusieurs des domaines à la base des enjeux soulevés par ces différentes causes. De nombreux altermondialistes ont perdu de vue le simple fait que nombre de leurs luttes exigeraient des changements de politiques importants non pas à Québec, mais à Ottawa et que tant que l'État québécois qu'ils interpellent continuera d'être ce qu'il est, un simple État provincial, un demi-État, leur action risque de n'avoir pour seule portée, une portée provinciale...

Conclusion

Ainsi, l'émergence sur la scène politique québécoise de l'altermondialisme s'est-elle traduite par une réduction des capacités de mobilisation sociale et politique du camp souverainiste. En contrepartie, depuis la montée du néolibéralisme, nous n'avons pas assisté à droite à une « saignée » semblable. Le discours néolibéral, comme j'ai tenté de le montrer, est largement irréconciliable avec le projet de mener le Québec à l'indépendance. Mais la présence de cette doctrine sur la scène politique québécoise ne s'est toutefois pas traduite en une aussi grande perte de mobilisation sociale et politique pour le camp souverainiste. Ceux qui se sont laissés séduire ces dernières années par le discours néolibéral ne sont pas, en général, ceux chez qui l'on trouvait naturellement des sympathisants de l'option souverainiste. Certains nationalistes de droite – de cette droite économique et non de cette droite conservatrice – ont pu quitter le mouvement souverainiste pour rejoindre notamment les rangs de l'Action démocratique du Québec (ADQ)/Coalition avenir Québec (CAQ), mais en moins grand nombre que ceux qui ont rejoint les rangs de l'altermondialisme. Mais par delà la stricte question du nombre d'électeurs s'étant tournés vers cette formation de centre droit, à une époque charnière du néolibéralisme, au détriment du Parti québécois, ce qui est plus fondamental, est le fait que la présence de ce parti sur l'échiquier politique n'a pas entraîné une perte de force de mobilisation sociale ou politique aussi importante que ce à quoi nous avons assisté à gauche durant la même période. Les conséquences et l'ampleur des pertes à gauche ne se comparent pas à celles à droite.

Je pense qu'à court terme, parmi les objectifs que devrait se donner le mouvement souverainiste, il y a celui de travailler à « ramener au bercail » ceux qui se sont laissés séduire par les idéaux altermondialistes en montrant notamment comment tout projet pour une autre mondialisation doit passer au Québec par le projet souverainiste. Mais cela ne pourra toutefois se

faire que sous la forme d'une véritable coalition nationale, d'une convergence de toutes les forces souverainistes. La solution ne doit pas consister pour le mouvement souverainiste à se « coller » davantage à gauche – pas plus d'ailleurs qu'il s'agirait de se coller à droite –, mais de travailler, par delà le clivage gauche-droite, à reconstruire une véritable coalition au sein de laquelle il y aurait suffisamment de place pour les progressistes et les conservateurs, de même que ceux qui se projettent davantage au centre. Car le projet de souveraineté du Québec transcende tout clivage gauche-droite.

Mais cela exige une certaine grandeur, une hauteur de vue et une capacité à s'élever au-dessus d'une vision trop partisane du politique et de la cause, tentation à laquelle les militants souverainistes succombent malheureusement trop souvent. Et cela ne pourrait passer autrement que par un effort particulier de la part du vaisseau amiral du souverainisme au Québec, lequel doit renouer avec l'idée d'être cette véritable « grande alliance », qu'il a déjà été au moment de sa fondation il y a 45 ans, mais qu'il a graduellement cessé d'être avec le temps et qu'il ne parvient plus aujourd'hui à incarner à lui seul. Il importe que le Parti québécois prenne toute la mesure de la composition actuelle des forces souverainistes et de la diversité des courants qui traversent cette grande famille politique. Cette formation doit accepter son nouveau rôle, comme représentant de la principale force politique souverainiste, mais aussi comme partenaire d'une convergence souverainiste plus large dont elle serait l'initiatrice et en quelque sorte la garante.

Pour parvenir à construire cette grande alliance souverainiste, il faudra toutefois que ceux qui se disent d'abord progressistes avant d'être souverainistes admettent que leur projet politique ne sera possible que lorsqu'ils parviendront à combiner leurs efforts avec ceux qui se disent d'abord souverainistes – avant d'être progressistes ou souverainistes tout court. Les progressistes souverainistes ne parviendront visiblement pas à leurs fins par leurs seuls propres moyens. Mais à l'opposé, ceux qui se disent d'abord souverainistes avant d'être progressistes ou exclusivement souverainistes doivent voir que sans la capacité de mobilisation dont sont capables les progressistes (ce qu'ils ont amplement démontré tout au long du « printemps érable »), le projet de souveraineté du Québec risque de ne jamais aboutir. Tout cela relève d'une exigence stratégique élémentaire.

Suivant cette même logique, il importe que ceux qui se définissent comme nationalistes conservateurs, avant d'être souverainistes, comprennent que la préservation et l'épanouissement de notre nation, de notre langue et de notre culture ne peuvent passer autrement que par la souveraineté du Québec. Or, la réalisation de ce projet de pays ne sera possible que si toutes les forces souverainistes acceptent de travailler ensemble. Aussi, les nationalistes conservateurs doivent-ils accepter, au nom de cette cause plus haute, de conjuguer leurs efforts avec ceux des souverainistes et des souverainistes progressistes. Pareillement, les souverainistes progressistes doivent accepter qu'au nom de cette cause politique plus grande, il soit nécessaire de travailler avec ceux pour qui les questions identitaires, par exemple, apparaissent comme des enjeux prioritaires. Tout cela relève d'une exigence stratégique élémentaire.

Enfin, les pressés de l'indépendance doivent voir que malgré toute l'audace et la force de conviction dont ils sont capables, ils n'y arriveront pas seuls à mener le Québec à l'indépendance. Aussi, doivent-ils apprendre à travailler avec les souverainistes moins pressés, qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais à l'opposé, ces derniers doivent également comprendre qu'il est parfois essentiel, pour des considérations de diversité des tactiques, d'avoir à sa disposition des « troupes de chocs » pour mener à bout un projet d'une telle ampleur. Tout cela relève d'une exigence stratégique élémentaire.

Car sans une pareille grande alliance de l'ensemble des forces souverainistes, le projet de souveraineté du Québec risque de continuer à demeurer ce qu'il a jusqu'ici été, à savoir un simple rêve... Et ce projet de pays ne pourra pas encore longtemps continuer de nous échapper sans que cela soit sans conséquence sur notre devenir de nation. Un certain sens de l'urgence devrait guider nos actions. Le temps est venu pour tous ceux qui chérissent l'idée de voir le Québec accéder au concert des nations de renouer avec l'esprit de convergence qui était celui des premiers temps de ce mouvement. φ